

Paris, le 20 juin 2011

Conférence-débat célébrant les 50 ans de la Délégation du Québec à Paris

**Discours de
S.E M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie**

Seul le texte prononcé fait foi

Je voudrais avant toute chose, Monsieur le Délégué général, souhaiter du fond du cœur un très bon anniversaire à la Délégation générale du Québec à Paris qui fête les cinquante ans de sa création, et qui, depuis lors, témoigne du rayonnement international du Québec en insufflant, ici, le dynamisme, la créativité, et l'originalité qui font la marque de cette nation. L'Organisation internationale de la Francophonie est fière d'avoir comme Administrateur, un de vos brillants prédécesseurs, Clément Duhaime, à qui je rends un amical hommage.

Nous nous connaissons suffisamment, Madame la ministre, Chère Monique Gagnon-Tremblay, pour qu'il soit besoin de vous convaincre qu'il ne s'agit pas là des propos convenus d'un observateur bienveillant, mais de ceux d'un ami de longue date du Québec et d'un Secrétaire général qui sait tout ce que la Francophonie doit, depuis des années, aux Québécoises et aux Québécois, à leur talent, à la force de leur engagement, à leur sens de l'innovation. J'en veux pour preuve la thématique stimulante du colloque qui vous a réunis aujourd'hui, à l'Alliance française dont je tiens, une nouvelle fois, à saluer le rôle déterminant en faveur de la promotion du français.

Il serait présomptueux de ma part de prétendre dresser une synthèse de vos débats. Je souhaiterais, plus simplement, vous faire part de quelques convictions, assorties de quelques constats.

Je lisais, voilà quelques jours, les propos que tenait, en 1995, le Prix Nobel espagnol de littérature, Camilo Jose CELA, certes volontiers provocateur :

« Dans quelques siècles, déclarait-il, il n'y aura plus dans le monde que quatre langues : l'arabe, le chinois, l'anglais et l'espagnol. Les autres seront obligées de se rabattre sur le folklore, la poésie, le recueil des lettres d'amour. » Et il ajoutait : « L'allemand ou le français sont des langues très mûres, qui ont presque accompli leur cycle. Elles tomberont glorieusement comme le latin. »

Cette prédiction, bien que peu encourageante et très injuste pour les francophones, vous en conviendrez, sous-tend néanmoins deux paris intéressants.

Le pari, tout d'abord, qu'une langue est mortelle, quel que soit le rayonnement passé ou présent. Du reste, Paul Valéry ne disait pas autre chose des civilisations.

Le pari, ensuite, que nous ne serons pas condamnés à l'usage d'une langue unique globale, le « mondialais », mais que s'imposeront quelques grandes langues de communication internationale.

Je suis enclin à penser que ce nouvel équilibre linguistique mondial est déjà en train de prendre forme sous nos yeux, à travers notamment la montée des pays émergents.

La Chine ou l'Inde investissent, à grande échelle, dans l'enseignement de leur langue, dans la diffusion de leur culture. Des communautés culturelles et linguistiques s'organisent ou se renforcent à l'instar de l'hispanophonie, de la lusophonie ou de l'Union latine.

Je veux croire, surtout, que nous avons tout à gagner dans l'instauration de cette multipolarité linguistique, autour de quelques grandes langues de communication internationale, comme nous avons tout à gagner dans l'avènement d'un monde multipolaire.

Car ce qui est en jeu, dans un cas comme dans l'autre, c'est la démocratisation de la mondialisation.

Il n'y aurait pas de démocratie et de stabilité possible dans les relations entre Etats, si la gestion des affaires du monde devait être l'apanage d'une unique hyper puissance, si la conception et la diffusion des transformations, des innovations, des normes et des valeurs du monde devaient être l'apanage d'une hyper culture véhiculée par une hyper langue.

Que l'on s'entende bien ! Vouloir favoriser l'émergence de quelques grandes langues, ne signifie pas, pour autant, signer l'arrêt de mort de toutes les autres langues, de toutes les autres cultures, cela ne signifie pas vouloir les ghettoïser ou les folkloriser.

Une véritable multipolarité linguistique à l'échelle du monde ne peut pas être plus dommageable pour la préservation de la diversité des expressions culturelles, que l'allégeance faite actuellement à une langue unique.

Allégeance, n'est-ce pas le terme qui convient lorsqu'on constate que les institutions et organismes internationaux favorisent clairement l'usage d'une seule langue de travail, lorsqu'on constate la tendance croissante à privilégier l'anglais dans les conférences, les colloques internationaux ou dans les cours dispensés en université, même dans les pays non anglophones, lorsqu'on constate que 95% des publications scientifiques sont éditées en anglais, contre 2% dans les langues latines, lorsqu'on constate que l'anglais s'impose comme standard dans la société de l'information alors que seuls 25% de la population mondiale parle cette langue.

Ce ne sont là que quelques exemples parmi tant d'autres, mais tous révélateurs d'un état d'esprit, d'un laisser-faire à tous les niveaux, au nom de contraintes diverses, de coûts de traduction, quand il ne s'agit pas d'une revendication assumée au nom de je ne sais quelle modernité.

Mais quand comprendra-t-on que faire le choix du tout anglais pour les non anglophones, c'est déjà avoir un train de retard sur la modernité ?

Et cela vaut aussi pour les anglophones ! J'en veux pour preuve les résultats d'une étude menée par la British Academy selon lesquels les chercheurs britanniques commencent à subir la concurrence de leurs homologues plurilingues.

Quand comprendra-t-on que faire le choix du tout anglais, c'est s'exposer à la disparition ou à la non création de vocabulaires spécialisés, du fait du renoncement à l'emploi de sa langue dans certains champs majeurs de l'activité humaine : le commerce, la science, la recherche, la technique,... ?

Quand comprendra-t-on que faire le choix du tout-anglais, c'est contribuer à une forme d'élitisme ou de discrimination linguistique dans les instances et les négociations multilatérales, au détriment notamment de nombres de pays en développement ?

Quand comprendra-t-on que faire le choix du tout anglais, c'est renoncer à offrir une certaine vision de l'homme et du monde, et que la communauté mondiale ne pourra vivre dans

l'harmonie que sur la base d'un projet de société qui prenne en compte, pour les transcender, les différentes conceptions qui s'expriment ?

C'est pour toutes ces raisons, et d'autres encore, que j'ai la conviction que nous devons promouvoir le multilinguisme à l'échelle internationale, non pas contre l'anglais mais avec l'anglais qui a, lui aussi, beaucoup à gagner dans ce nouvel équilibre linguistique, dans la mesure où il pourrait être à court terme mis en danger par ce sabir appauvrissant qu'est le « globish ».

La montée des pays émergents constitue une chance pour le multilinguisme. Mais je ne crois pas qu'il faille, une fois de plus, laisser faire le temps et l'usage.

Le poète latin Horace dit de l'usage qu'il est « le maître absolu, légitime, régulier de la langue ».

Certes une langue évolue en se jouant, au fil du temps, des règles édictées, mais il n'en demeure pas moins que l'usage peut et doit être encadré.

Faut-il, comme certains en avancent l'idée, instaurer une gouvernance linguistique mondiale ? Peut-être. Mais on pourrait, sans attendre, faire œuvre utile en respectant scrupuleusement les règles déjà en vigueur, singulièrement dans les organisations internationales.

Ce dont nous avons besoin, avant toute chose, c'est d'un sursaut, d'une prise de conscience à tous les niveaux : au niveau national, régional, international, mais aussi au niveau des citoyens qui doivent être sensibilisés à la nature et à l'importance de cet enjeu essentiel.

Ce dont nous avons besoin, aussi, c'est d'une réelle volonté politique, à tous ces niveaux.

Cela veut dire, à l'échelle nationale, la volonté de ne pas brader sa propre langue, tout en mettant en œuvre une politique ambitieuse et prospective d'apprentissage d'au moins deux langues étrangères.

Cela veut dire, à l'échelle internationale, la volonté de substituer la solidarité à la rivalité, de nouer un dialogue et des partenariats stratégiques entre les grandes aires linguistiques. A cet égard, nous avons tenu, voilà quelques jours à Madrid, notre quatrième grande réunion de travail avec mes homologues des Trois Espaces Linguistiques, à savoir la francophonie, l'hispanophonie, la lusophonie et de l'Union Latine. Ce type de partenariats doit absolument être multiplié, élargi à d'autres institutions, ou à des Etats.

Et l'avenir de la langue française dans tout cela, me direz-vous ?

Vous l'aurez compris, je refuse de faire mienne l'affirmation de Camilo Jose CELA. Je suis convaincu que le français ne tombera pas comme le latin, fût-ce même glorieusement.

Je ne reviendrai pas ici, vous l'avez fait durant cette journée, sur tout ce qui nous permet d'être optimistes pour l'avenir du français. Le rapport 2010 sur *La langue française dans le monde* nous dresse également un panorama complet et encourageant. Mais j'ajouterai aussitôt :

Une langue ne peut pas prospérer contre ses locuteurs. Si les francophones renoncent à s'exprimer en français, si les Etats qui ont choisi de rejoindre notre organisation ne se sentent plus francophones en dehors des instances de la Francophonie, tout peut encore changer.

Une langue ne peut pas prospérer contre la modernité. Si le français cesse d'être une langue d'innovation, de conception, pour n'être plus qu'une langue de traduction, tout peut encore changer.

Nous devons donc, nous francophones, être lucides, décomplexés et déterminés, et c'est dans cet état d'esprit que La Francophonie abordera le Forum mondial de la langue française qui aura lieu en juillet 2012 à Québec.

Nous devons, surtout, nous convaincre qu'il n'y pas, en matière linguistique, comme en matière politique, de fatalité. Il n'y a pas de destin universel, mais bien plutôt une communauté de destin qu'il revient à tous les peuples de construire et de partager en toute équité et en toute solidarité.

Je vous remercie.